

Toujours pas de percée pour l'Accord de partenariat transpacifique

Contrairement à ce qui fut le cas à la conférence ministérielle du Partenariat transpacifique (PTP) de décembre, à laquelle les ministres et les hauts fonctionnaires étaient occupés (presque) 24 heures sur 24 pour faire avancer les négociations du PTP en définissant des zones d'atterrissage pour certains des chapitres les plus difficiles de l'Accord, cette fois-ci les ministres du Commerce et les hauts fonctionnaires de l'Australie, du Brunei Darussalam, du Canada, du Chili, du Japon, de la Malaisie, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, du Pérou, de Singapour, des États-Unis, et du Vietnam, semblaient plus détendus pendant la conférence ministérielle de quatre jours qui s'est déroulée à Singapour, du 22 au 25 février.

L'atmosphère plutôt calme peut s'expliquer en partie par le fait que l'attention était en majeure partie centrée sur les négociations parallèles États-Unis-Japon sur l'accès aux marchés pour les marchandises (agriculture et automobile en particulier) et les mesures non tarifaires.

On était loin d'être sortis de l'impasse dont on a fait état au sujet de ces pourparlers bilatéraux, qui ont eu lieu à Tokyo une semaine avant la réunion ministérielle de Singapour, et après une autre rencontre bilatérale entre le représentant au Commerce des États-Unis, M. Michael Froman, et le ministre japonais responsable du PTP, M. Akira Amari, le 24 février, il est devenu de plus en plus manifeste qu'aucune percée n'émanerait de cette conférence ministérielle à Singapour. En fait, l'écart au sujet de l'épineuse question de l'accès aux marchés demeure fort important, à ce que l'on dit, malgré les quelques progrès marginaux qui ont été réalisés dans des secteurs moins sensibles.

Quoiqu'il en soit, lorsqu'ils ont pris la parole à la fin de la conférence, les ministres du Commerce essayaient de voir le côté positif de leur réunion. « Nous avons fait d'autres avancées vers un accord final, ont-ils dit. Nous nous sommes entendus sur la plupart des zones d'atterrissage désignées lors de notre dernière réunion. Bien que certaines questions ne soient pas encore réglées, nous avons tracé une voie qui doit mener vers leur résolution dans le contexte d'un résultat global et équilibré ».

Certaines de ces zones d'atterrissage, dont ils sont convenus, avaient trait aux entreprises d'État (EE), aux mesures sanitaires et phytosanitaires (MPS), à l'investissement et aux services. Pour ce qui est des EE, les ministres du Commerce se sont entendus pour limiter la portée du chapitre sur les EE en excluant les EE qui fournissent des services uniquement sur leurs marchés intérieurs.

Pour ce qui est de la question de l'accès aux marchés, décrite par le ministre du Commerce de la Nouvelle-Zélande, M. Tim Groser, comme étant l'élément essentiel de l'accord du PTP, les ministres du Commerce ont déclaré qu'ils ont également réalisé des progrès sur l'accès aux marchés « grâce à des réunions bilatérales étendues », mais ils ont reconnu qu'il reste du travail à faire.

« [Traduction] Je pense que nous avons réussi, de façon convaincante, à régler les enjeux en matière d'accès aux marchés, bien qu'ils ne soient pas encore tout à fait conclus », a déclaré le ministre du Commerce d'Australie, M. Andrew Robb, en reconnaissant que la conclusion d'un accord dans les pourparlers bilatéraux entre les États-Unis et le Japon, les deux plus puissantes économies participantes aux négociations du PTP, est déterminante.

« Le point auquel ils réussissent à parvenir à une conclusion entre eux, mais également auquel ils parviennent à une conclusion avec chacun d'entre nous, est un élément très important du résultat », a affirmé M. Robb.

Dans la déclaration qu'il a publiée après la conférence ministérielle, le groupe s'est engagé à « continuer de travailler vers l'achèvement d'un paquet ambitieux dans tous les domaines de l'accès aux marchés ».

Contrairement à ce qu'ils avaient fait lors de la conférence de décembre, les ministres se sont abstenus cette fois-ci d'avancer des dates pour de prochaines réunions, se contentant d'insister que les négociations se poursuivront entre-temps au niveau des négociateurs principaux et des groupes de travail.

« [Traduction] Après cette série de pourparlers, nous retournerons dans nos capitales pour entreprendre des consultations sur les questions en suspens, » ont déclaré les ministres en faisant référence à des questions comme la propriété intellectuelle (PI), l'environnement et, bien entendu, l'accès aux marchés.

« Nous sommes décidés à conclure dans le plus bref délai un accord qui permettra de réaliser les objectifs établis à Honolulu en 2011, comme nous l'ont enjoint nos dirigeants à Bali en octobre dernier », de conclure les ministres. Les observateurs avancent l'hypothèse selon laquelle la prochaine série de négociations pourrait bien se dérouler le mois prochain à Washington, pour faire avancer les pourparlers et se préparer à la prochaine réunion ministérielle, soit avant ou après la visite de M. Obama en Asie pendant le week-end du 21 avril.

Prochains événements

- Réunion des négociateurs principaux du PTP, 17-22 février 2014, Singapour
- Conférence ministérielle du PTP, 22-25 février 2014, Singapour
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 14 mars, 6 juin, 13 novembre 2014
- Conseil général de l'OMC, 14 mars, 8-9 mai, 24-25 juillet, 7-8 octobre, 10-12 décembre 2014
- Forum de l'OCDE de 2014, 5-6 mai 2014, Paris
- Conférence des ministres du Commerce du G-20, 19 juillet 2014, Sydney (Australie)
- Sommet des dirigeants du G-20, 15-16 novembre 2014, Brisbane

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, Les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada

. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca/.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

